

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAINNE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Accès aux prêts bancaires

Des mesures pour le financement de l'agriculture au Ghana

Le gouvernement ghanéen entend contraindre les banques à consacrer 20% des crédits au secteur agricole ... • (Page 11)

Secteur postal au Bénin

L'Arcep exige des prestataires de s'enregistrer

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de régulation des communication ... • (Page 11)

Fête du travail 2022

• (Pages 06 & 07)

CCEI Bank Bénin célèbre son personnel



2^{ème} session ordinaire de 2022 du Conseil National du Crédit du Bénin • (Page 03)

Les banques invitées à augmenter le financement des PME/PMI

Marché boursier en Afrique

1.383,46 milliards de dollars de capitalisation sur le marché d'interconnexion des bourses

Le projet d'interconnexion des marchés boursiers africains est en marche. La capitalisation boursière consolidée des places ... • (Pages 11)

Vente des produits cosmétiques

La CCI Bénin outille les opérateurs économiques sur la réglementation

La Chambre du Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin) a organisé, jeudi 23 ... • (Page 02)

Augmentation de capital

La BADEA et le Conseil des Ministres de l'UEMOA s'engagent aux côtés de la BOAD

Dans le cadre de son projet d'augmentation de capital, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a reçu le soutien du Conseil des Ministres ... • (Page 04)

Monnaie numérique

Une dizaine de pays sur les traces du Nigeria

Une dizaine de pays africains, dont le Ghana, le Kenya et l'Afrique du Sud, vont bientôt lancer leurs monnaies numériques de banque centrale (CBDC), emboitant ainsi le pas au Nigeria ... • (Page 04)



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	624.51	655.95	765.08	1.50	78.55	38.92	4.62	93.31	170.04	8.00

Vente des produits cosmétiques

La CCI Bénin outille les opérateurs économiques sur la réglementation

La Chambre du Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin) a organisé, jeudi 23 juin 2022 à Cotonou, une séance d'information et de formation sur les exigences réglementaires de commercialisation des produits cosmétiques au Bénin à l'endroit des opérateurs économiques.

• Abdul Wahab ADO

« Tout connaître sur les exigences réglementaires de commercialisation des produits cosmétiques au Bénin », c'est autour de cette thématique que les échanges ont été menés. Deux communications principales ont été présentées lors des échanges animés par Docteur Aaron SOKPON, chef service des homologations à l'Agence béninoise de régulation pharmaceutique. La première communication est axée sur les exigences liées au fabricant des produits cosmétiques au Bénin. Il ressort donc qu'avant la production d'un produit cosmétique au Bénin, il faut une autorisation de son unité de production et cette autorisation est délivrée par l'Agence béninoise de régulation pharmaceutique. C'est à l'issue de cette autorisation que le requérant peut adresser une demande de mise sur le marché de son produit cosmétique. Selon Docteur Aaron SOKPON,



cette réglementation s'explique par le fait que les produits cosmétiques sont considérés pendant longtemps comme des produits anodins sans risque sur la santé alors que c'est faux. La deuxième communication quant à elle, porte sur les compléments nutritionnels. « Le complément nutritionnel est toute denrée alimentaire ayant pour but de compléter un régime alimentaire normal », précise le communicateur. Ainsi nous avons sept catégories de complément nutritionnel à savoir la catégorie des vitamines, des sels minéraux, les acides gras, acides aminés, les pros biotiques,

les plantes et préparation de plantes, les substances vitaminiques et minérales. Les compléments nutritionnels tout comme les produits cosmétiques doivent être soumis à l'autorisation de l'Agence béninoise de régulation pharmaceutique, a rappelé Docteur Aaron SOKPON aux participants. Vu l'intérêt pour le débat, les participants n'ont pas caché leur mécontentement en ce qui concerne le temps imparti pour la séance. Ils ont donc invité la CCI Bénin à pérenniser ces échanges qui, pour eux, sont importants pour la survie de leurs activités.



Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

385 milliards blancs comme neige

L'une des innovations contenues dans la constitution révisée est la transformation de la chambre des comptes en Cour des comptes, conformément aux dispositions de la CEDEAO. Cette nouvelle Cour élevée au rang des juridictions constitutionnelles vient de se révéler par la publication de ses rapports sur la gestion des fonds COVID-19. A peine née, la juridiction se décrédibilise avec son rétropédalage. En effet, la plus haute juridiction constitutionnelle en matière de certification des dépenses publiques a adopté et rendu public, le 8 avril 2022, son rapport sur la gestion des fonds dits COVID-19. Le contenu met en cause la gestion qui a été faite de ces fonds par les cadres du ministère en charge des finances. En effet, le rapport a suivi le canevas classique d'une instruction pour jouir d'une présomption de bonne foi.

La Cour des comptes relève que le Ministère de finances peine à justifier 385 milliards de francs. Elle fait observer qu'à « l'analyse, les dépenses non justifiées portent globalement sur des OP Trésor payés. Plus spécifiquement, il s'agit notamment du soutien accordé aux hôtels réquisitionnés, des frais de location des hôtels et de prise en charge dans des restaurants dans le cadre des mises en quarantaine, de la prise en charge de 70% de la masse salariale sur trois mois, de l'appui aux universités pour l'organisation des cours en ligne et de diverses autres dépenses. (P.15) » Les réponses apportées par le Ministre des finances n'ont pas convaincu la Cour des comptes. En définitive, la Cour des comptes allègue que : « la version provisoire de ce rapport a été transmise par lettre n°030/PCC/SP du 18 mars 2022 au ministre chargé des finances aux fins de contradiction. Le Ministre chargé des finances a, par lettre n°0754-C/MEF/DC/SP du 1er avril 2022, adressé à la Cour des Comptes son mémoire en réplique aux observations de la Juridiction relativement au rapport sur l'audit des dépenses effectuées dans le cadre de la gestion de la COVID-19. » Elle publie un rapport qui fait croire qu'elle est une institution indépendante des influences des autres pouvoirs. La polémique née de la publication de ce 1er rapport, a amené la Haute Juridiction à revoir sa copie.

La Cour des comptes revient sur son 1er rapport et atteste que les dépenses effectuées dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19 au Bénin, par le Ministère en charge des finances l'ont été suivant les règles de l'art. De quoi fait réjouir les thuriféraires du régime qui n'ont de cesse trouver des arguments fallacieux pour justifier l'injustifiable. Selon eux, le rapport publié le 8 avril est un rapport provisoire. Que dire du rapport qualifié expressément de provisoire transmis aux autorités du ministère des finances le 18 mars pour recueillir la contradiction ? Dans ce mélodrame qui fait de la Cour des Comptes un Yoyo, il a de quoi pouffer de rire. Car, en un tournemain, la recette a été trouvée pour que la magie justifie convenablement des dépenses de 385 milliards de francs qui n'auront pas été effectuées jadis, suivant l'orthodoxie requise. Le flou demeure et la Cour des comptes voulue et concrétisée joue sa crédibilité. Elle a semblé donner le gage d'une institution au-dessus de toute influence en publiant un rapport qui accable les autorités en charge des finances, qui pour leur honneur devraient démissionner ; mais elle a tôt fait de se dédire et de perdre l'estime des citoyens épris de justice.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Inflation dans l'Uemoa : la BCEAO prévoit une décélération en 2023

L'accélération de l'inflation en 2022 sera suivie d'une décélération en 2023, sous l'hypothèse d'une hausse attendue de la production vivrière locale sur cette période ainsi qu'un retour progressif à la normale des échanges commerciaux. C'est ce que la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest annonce dans son rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) en 2021 et perspectives. « Pour l'année 2023, la baisse projetée de l'inflation serait impulsée par la perspective d'une hausse de la production vivrière pour la

prochaine campagne agricole 2022/2023. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle

2^{ème} session ordinaire de 2022 du Conseil National du Crédit du Bénin

Les banques invitées à augmenter le financement des PME/PMI

La deuxième session ordinaire de l'année 2022 du Conseil National du Crédit (CNC) du Bénin s'est tenue le vendredi 17 juin dans les locaux de l'Agence Principale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Cotonou. C'est sous la présidence de Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, représentant de Romuald WADAGNI, Ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, son Président statutaire. Les assises ont permis aux participants, d'examiner la situation du système bancaire national ainsi que celle des systèmes financiers décentralisés (SFD) à fin décembre 2021 et à fin mars 2022. D'importantes recommandations ont été formulées.

● Abdul Wahab ADO

L'examen de la situation du système bancaire national ainsi que celle des systèmes financiers décentralisés (SFD) à fin décembre 2021 et à fin mars 2022 indique la bonne tenue dans l'ensemble des principaux indicateurs en 2021 et le maintien de cette tendance au premier trimestre de l'exercice 2022. Selon le communiqué final de la session ordinaire, le volume de crédits bancaires mis en place dans le cadre du dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans l'UMOA s'est également amélioré, passant de 3,5 milliards à fin septembre 2021 à 4,8 milliards à fin mars 2022. À fin mars 2021, il était de 1,8 milliard. Parallèlement, les crédits accordés aux PME agricoles et adossés au mécanisme de garantie du Fonds National de Développement Agricole sont ressortis à 1,4 milliard au 31 mars 2022. Ces résultats demeurent toutefois insuff-



fisants et demandent à être renforcés. Les membres du Conseil National du Crédit ont, en conséquence, invité les établissements de crédit à intensifier les efforts déployés pour l'amélioration de la qualité de leur portefeuille, la réduction des taux débiteurs et l'augmentation du financement des PME/PMI. Ils ont également exhorté les autorités compétentes à prendre les dispositions appropriées pour une meilleure gestion des impacts du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine sur la situation économique

et le secteur financier dans l'Union et au Bénin en particulier. S'agissant de la situation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), les activités se sont également inscrites dans une dynamique de maintien de la croissance. La principale difficulté notée porte sur le taux de dégradation du portefeuille dans le secteur, ressorti à 5,4% à fin mars 2022, largement au-dessus de la norme de 3,0% du portefeuille à risques à 90 jours fixée pour ce secteur. Le CNC s'est particulièrement inquiété de

cette situation et demande aux institutions de microfinance d'œuvrer pour l'amélioration de la qualité des crédits accordés. Il a également invité les autorités de supervision à renforcer la surveillance du taux de dégradation du portefeuille dans le secteur.

Amélioration des résultats des banques

Les banques ont réalisé des performances sur la période en revue. Le total bilan des banques s'est amélioré de 14,1% en glissement annuel en s'établissant à 5.052,7 milliards au 31 mars 2022, tandis que les emplois et les ressources bancaires se sont consolidés respectivement de 17,6% et 4,4% sur la période. Spécifiquement, les crédits bancaires à la clientèle se sont établis à 2.039,4 milliards de francs CFA à fin mars 2022, soit une progression de 10,5% par rapport au niveau enregistré à fin mars 2021. Le ratio de solvabilité de la place est ressorti à 14,2% pour une norme de 11,250% au minimum. Les efforts d'assainissement de la qualité du crédit bancaire accordé se sont poursuivis, avec un taux brut de dégradation du portefeuille de 11,6% à fin mars 2022 contre 12,5% au 31 décembre 2021 et 15,4% à fin mars 2021. Une détente sur le coût du crédit a été également observée avec un taux d'intérêt débiteur moyen de 6,9%, en léger repli par rapport à son niveau de 7,0% noté à fin décembre 2021. Toutefois, les participants ont relevé que des marges de progrès subsistent, comparativement aux réalisations dans l'Union où le taux brut de dégradation du portefeuille est de 10,2% et le taux d'intérêt débiteur moyen de 6,3% à fin mars 2022.

Le relèvement des taux directeurs de la Banque Centrale débattu

La rencontre a également offert aux membres du CNC, l'occasion de faire l'exégèse de la décision de la dernière réunion du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, prise lors de sa session du 1^{er} juin 2022 et portant relèvement des taux directeurs de la Banque Centrale de vingt-cinq points de base (0,25%). Cette décision, qui préserve malgré toutes les conditions de financement de l'activité économique, s'inscrit en priorité dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité de la BCEAO a, en effet, été porté de 2,00% à 2,25% et le taux du guichet de prêt marginal, de 4,00% à 4,25%, pour compter du 16 juin 2022. Quant au coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, il est maintenu à 3%. En outre, le CNC s'est préoccupé de l'évolution croissante des activités de promotion de la cryptomonnaie dans l'Union et au Bénin. En l'absence de toute réglementation de ce type d'actif financier dans l'UMOA et afin de prévenir les populations contre tout risque de perte d'épargne, le Conseil a appelé à la vigilance et à la sensibilisation.

Le relèvement des taux directeurs de la Banque Centrale débattu

La rencontre a également offert aux membres du CNC, l'occasion de faire l'exégèse de la décision de la dernière réunion du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, prise lors de sa session du 1^{er} juin 2022 et portant relèvement des taux directeurs de la Banque Centrale de vingt-cinq points de base (0,25%). Cette décision, qui préserve malgré tout les conditions de financement de l'activité économique, s'inscrit en priorité dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité de la BCEAO a, en effet, été porté de 2,00% à 2,25% et le taux du guichet de prêt marginal, de 4,00% à 4,25%, pour compter du 16 juin 2022. Quant au coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, il est maintenu à 3,0%.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT (CNC) DU BÉNIN

Cotonou, le 17 juin 2022

Le Conseil National du Crédit (CNC) du Bénin a tenu, le vendredi 17 juin 2022, sa deuxième session ordinaire de l'année dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou, sous la présidence de Monsieur Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, représentant Monsieur Romuald WADAGNI, Ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, son Président statutaire, empêché.

Les travaux de la rencontre ont principalement porté sur l'examen de la situation du système bancaire national ainsi que celle des systèmes financiers décentralisés (SFD) à fin décembre 2021 et à fin mars 2022.

Au titre de l'activité bancaire, les membres du Conseil National du Crédit ont noté la bonne tenue d'ensemble des principaux indicateurs en 2021 et le maintien de cette tendance au premier trimestre de l'exercice 2022. Ces résultats ont été obtenus dans un contexte marqué par la reprise progressive de l'activité économique, en dépit des craintes liées aux effets néfastes de la guerre russo-ukrainienne, et par la poursuite des mesures de régulation de la liquidité prises par la Banque Centrale en soutien au système bancaire et financier de l'Union.

Ainsi, le total bilan des banques s'est amélioré de 14,1% en glissement annuel en s'établissant à 5.052,7 milliards au 31 mars 2022, tandis que les emplois et les ressources bancaires se sont consolidés respectivement de 17,6% et 4,4% sur la période. Spécifiquement, les crédits bancaires à la clientèle se sont établis à 2.039,4 milliards de francs CFA à fin mars 2022, soit une progression de 10,5% par rapport au niveau enregistré à fin mars 2021.

Le ratio de solvabilité de la place est ressorti à 14,2% pour une norme de 11,250% au minimum. Les efforts d'assainissement de la qualité du crédit bancaire accordé se sont poursuivis, avec un taux brut de dégradation du portefeuille de 11,6% à fin mars 2022 contre 12,5% au 31 décembre 2021 et 15,4% à fin mars 2021. Une détente sur le coût du crédit a été également observée avec un taux d'intérêt débiteur moyen de 6,9%, en léger repli par rapport à son niveau de 7,0% noté à fin décembre 2021. Toutefois, les participants ont relevé que des marges de progrès subsistent, comparativement aux réalisations dans l'Union où le taux brut de dégradation du portefeuille est de 10,2% et le taux d'intérêt débiteur moyen de 6,3% à fin mars 2022.

Le volume de crédits bancaires mis en place dans le cadre du dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans l'UMOA s'est également amélioré, passant de 3,5 milliards à fin septembre 2021 à 4,8 milliards à fin mars 2022. À fin mars 2021, il était de 1,8 milliard. Parallèlement, les crédits accordés aux PME agricoles et adossés au mécanisme de garantie du Fonds National de Développement Agricole sont ressortis à 1,4 milliard au 31 mars 2022. Ces résultats demeurent toutefois insuffisants et demandent à être renforcés.

Les membres du Conseil National du Crédit ont, en conséquence, invité les établissements de crédit à intensifier les efforts déployés pour l'amélioration de la qualité de leur portefeuille, la réduction des taux débiteurs et l'augmentation du financement des PME/PMI.

Ils ont également exhorté les autorités compétentes à prendre les dispositions appropriées pour une meilleure gestion des impacts du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine sur la situation économique et le secteur financier dans l'Union et au Bénin en particulier.

S'agissant de la situation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), les activités se sont également inscrites dans une dynamique de maintien de la croissance. La principale difficulté notée porte sur le taux de dégradation du portefeuille dans le secteur, ressorti à 5,4% à fin mars 2022, largement au-dessus de la norme de 3,0% du portefeuille à risques à 90 jours fixée pour ce secteur. Le CNC s'est particulièrement inquiété de cette situation et demande aux institutions de microfinance d'œuvrer pour l'amélioration de la qualité des crédits accordés. Il a également invité les autorités de supervision à renforcer la surveillance du taux de dégradation du portefeuille dans le secteur.

La rencontre a également offert aux membres du CNC, l'occasion de faire l'exégèse de la décision de la dernière réunion du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, prise lors de sa session du 1^{er} juin 2022 et portant relèvement des taux directeurs de la Banque Centrale de vingt-cinq points de base (0,25%). Cette décision, qui préserve malgré tout les conditions de financement de l'activité économique, s'inscrit en priorité dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité de la BCEAO a, en effet, été porté de 2,00% à 2,25% et le taux du guichet de prêt marginal, de 4,00% à 4,25%, pour compter du 16 juin 2022. Quant au coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union, il est maintenu à 3,0%.

En outre, le CNC s'est préoccupé de l'évolution croissante des activités de promotion de la cryptomonnaie dans l'Union et au Bénin. En l'absence de toute réglementation de ce type d'actif financier dans l'UMOA et afin de prévenir les populations contre tout risque de perte d'épargne, le Conseil a appelé à la vigilance et à la sensibilisation.

Par ailleurs, les membres du Conseil ont pris acte de l'état d'avancement de l'insertion des projets de lois communautaires dans l'ordonnement juridique du Bénin ainsi que des initiatives structurantes de la BCEAO (dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans l'UMOA, promotion du bureau d'information sur le crédit (BIC) et projet de modernisation et d'extension de la centrale des risques bancaires de l'UMOA).

Au terme des travaux, le Conseil National du Crédit s'est réjoui de l'accueil convivial qui lui a été réservé ainsi que de la qualité des documents et des échanges enregistrés. Il a invité les acteurs à divers niveaux, à poursuivre les actions nécessaires à la consolidation des acquis en vue de la résilience du système bancaire et financier de l'Union en général et de la place du Bénin en particulier.

Fait à Cotonou, le 17 juin 2022

Pour le Président du Conseil National du Crédit et pour ordre,
le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

Oumara KARIMOU ASSOUMA

Augmentation de capital

La BADEA et le Conseil des Ministres de l'UEMOA s'engagent aux côtés de la BOAD

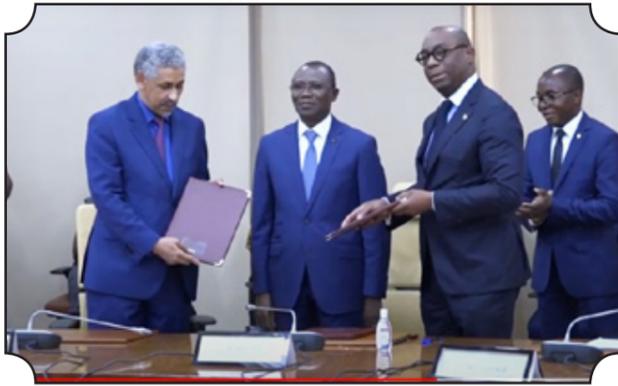
Dans le cadre de son projet d'augmentation de capital, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a reçu le soutien du Conseil des Ministres de l'UEMOA et de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA). Les trois institutions ont signé, le vendredi 24 juin 2022, une déclaration tripartite en marge de la session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UEMOA.

● Félicienne HOUËSSOU

Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances de la République togolaise, Président en exercice du Conseil des Ministres de l'UEMOA ; Serge EKUE, Président de la BOAD et Sidi Ould Tah, Directeur général de la BADEA ont procédé à la signature d'une déclaration tripartite en marge de la session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UEMOA. Une matérialisation de l'engagement des deux entités régionales aux côtés de la BOAD pour le succès du projet d'augmentation de capital. La BADEA se dit disposée à considérer avec bienveillance toute requête de prêt concessionnel soumise par les États membres de l'UEMOA. Ce prêt, suivant les recommandations de la BOAD, sera destiné au financement de la totalité du capital sujet à appel dans le cadre de son projet d'augmentation de capital. En effet, la BOAD s'est dotée d'un nouveau plan stratégique 2021-2025, le plan DJOLIBA, qui vise à accroître de 50% le financement des projets de développement et notamment ceux liés à la transition écologique (soit environ 6 milliards US\$ de nouveaux prêts). L'augmentation de capital envisagée est de l'ordre de 1,5 milliard US\$ et permettra à l'institution de répondre aux besoins croissants des populations de l'Union en infrastructures de transport, énergie, habitat, agriculture, éducation et santé.

Signature de 2 conventions de financement

Par ailleurs, Amadou Hott, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, et Serge Ekué Président de la BOAD ont signé, le même jour à Dakar, deux importantes conventions de finan-



cement. Il s'agit, selon la banque, de la convention de financement complémentaire de la phase de consolidation du Programme d'assainissement dans 10 villes du Sénégal pour un montant de 15 milliards de Francs CFA, et de la convention de financement partiel de 1529 salles de classe en remplacement d'abris provisoires et d'ouvrages annexes (Lot 2 du PRORAP) pour un montant de 25 milliards de Francs CFA. Ce qui fait un montant total de 40 milliards de Francs CFA. Le Programme d'assainissement dans dix (10) villes du Sénégal a pour objectif global d'améliorer de façon significative les conditions de vie et la santé des populations, en favorisant l'accès durable aux services publics d'assainissement. Ce programme permettra entre autres : d'accroître le taux d'accès à l'assainissement des eaux usées dans la zone du Programme de 56% en 2014 à 74% en 2024 ; d'accroître le taux de dépollution de 40% en 2014 à 50% en 2024 ; d'augmenter de 46% la capacité de traitement des eaux usées dans la zone du Programme par un traitement additionnel de 10 408 m³/jour ; d'atteindre un niveau de traitement des eaux usées conforme aux directives de l'OMS ; et de réduire de 30% le nombre de personnes affectées par les inondations dans la ville de Kaolack. Il est attendu de ce programme l'augmentation du nombre de personnes ayant accès

à un service d'assainissement durable et du nombre de personnes adoptant les bonnes pratiques de préservation de la salubrité publique, et la diminution des dépôts sauvages d'ordures dans les quartiers bénéficiaires du Programme. En matière d'emploi également, il est attendu la création de 1 500 emplois indirects et induits, 50 emplois directs au cours de l'exploitation du Programme et 300 emplois indirects et induits au cours de la mise en œuvre et de l'exploitation du Programme.

En ce qui concerne le lot 2 du Programme de Remplacement d'Abri Provisoire et d'ouvrages annexes (PRORAP) du secteur de l'éducation, l'objectif global est de contribuer à la satisfaction de la demande en salles de classe et à corriger les disparités au niveau de l'éducation nationale. De manière spécifique, il s'agira de mettre dans de bonnes conditions d'apprentissage 85 624 enfants défavorisés et de réduire de 50% le taux d'abandon dans les écoles concernées. Les principaux résultats de développement attendus par le Gouvernement demeurent la construction et l'équipement des 1529 salles de classe équipées d'ici 2024 et l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie des bénéficiaires. Il est également attendu la création de 726 emplois indirects et induits et 7 720 emplois créés par le Projet.



Monnaie numérique de banque centrale

Une dizaine de pays sur les traces du Nigeria

Une dizaine de pays africains, dont le Ghana, le Kenya et l'Afrique du Sud, vont bientôt lancer leurs monnaies numériques de banque centrale (CBDC), emboîtant ainsi le pas au Nigeria qui avait introduit e-Naira en octobre 2021.

● Issa SIKITI DA SILVA

Les CBDC (Central Bank Digital Currency) sont des versions numériques des espèces plus sûres et moins volatiles que les actifs cryptographiques, car elles sont émises et réglementées par les banques centrales. Le Nigeria a été le premier pays en Afrique et le deuxième au monde après les Bahamas, à lancer la version numérique de sa monnaie.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'Afrique du Sud et le Ghana mènent déjà des projets pilotes, tandis que des pays tels que le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, le Malawi, la Zambie, la Namibie, le Zimbabwe et la grande île de Madagascar sont en phase de recherche. La Banque du Ghana est en train de tester une CBDC à usage général ou de détail (e-Cedi), qui peut être utilisée par toute personne disposant soit d'une application de portefeuille numérique ou d'une carte à puce sans contact pouvant être utilisée hors ligne, a révélé le FMI.

Quant à l'Afrique du Sud, sa banque centrale (South African Reserve Bank) expérimente une CBDC, qui ne pourra être utilisée que par les institutions financières pour les virements interbancaires, dans le cadre de la deuxième phase de son projet Khokha. Le pays participe également à un projet pilote transfron-



talier avec les banques centrales d'Australie, de Malaisie et de Singapour.

En février 2022, la Banque centrale du Kenya (CBK) avait publié un document de travail dans lequel il lançait l'appel à toute personne d'apporter ses suggestions et commentaires sur le lancement prochain de la version numérique du Kenyan Shilling (Ksh).

« De nouveaux moyens de paiement numériques ont vu le jour pour faciliter les transactions, y compris les CBDC, émis par les banques centrales pour servir de monnaie sous forme numérique. Naturellement, l'équilibre des risques et des avantages des CBDC dépendra d'une économie à l'autre », a déclaré la CBK.

Motivations différentes

Les pays ont des motivations différentes pour émettre des CBDC, mais pour l'Afrique, il y a des avantages potentiellement importants, selon trois experts du FMI.

« Le premier est la promotion de l'inclusion financière. Les CBDC pourraient apporter des services financiers aux personnes qui ne disposaient pas de compte bancaire auparavant, surtout si elles sont conçues pour une utilisation hors ligne. Dans les régions éloignées sans accès à l'internet, les transactions numériques peuvent être effectuées à de frais très bas ou gratuitement à l'aide de simples téléphones polyvalents », ont expliqué Habtamu Fuje, Saad Quayyum et Franck Ouattara, dans une tribune publiée sur le site de l'institution de Bretton Woods. A en croire le FMI, les CBDC peuvent également faciliter les virements et les paiements transfrontaliers. L'Afrique subsaharienne étant la région la plus chère pour envoyer et recevoir de l'argent, les CBDC pourraient rendre l'envoi de fonds plus facile, plus rapide et moins cher en raccourcissant les chaînes de paiement et en créant plus de concurrence entre les fournisseurs de services.

Logement

Le gouvernement veut plafonner la hausse des loyers à 3,5 % pendant un an

Lundi à 14h30, le Conseil national de l'habitat (CNH), instance regroupant les acteurs du logement, est invité à rendre son avis sur une proposition de mesure du gouvernement : un « bouclier loyer », plafonnant la hausse des loyers à 3,5 % maximum, pendant un an, pour limiter l'impact de l'inflation sur les locataires. Une réunion est par ailleurs prévue dans la semaine entre la (future-ex ?) ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires, Amélie de Montchalin, et les associations de locataires, qui demandaient,

elles, un gel des loyers. Le dispositif de « bouclier loyer » sera inscrit dans le projet de loi de finances rectificative, à voter cet été par le Parlement. Le gouvernement assure ainsi avoir choisi « une solution équilibrée », en tenant compte des contraintes des propriétaires et de celles des locataires, selon des sources aux ministères de l'Économie et de la Transition écologique. Parallèlement, le gouvernement entend revaloriser les APL, afin d'accompagner les locataires qui en ont le plus besoin. Ces aides personnalisées au logement (APL) devraient être reval-

lorisées dès le 1er juillet, de 3,5 % également, ce qui pour le budget de l'État représenterait une dépense supplémentaire de 168 millions d'euros, selon les mêmes sources. Une source au ministère de l'Économie a fait valoir qu'il s'agit d'« une mesure positive » qui « n'existe pas chez nos voisins », alors que l'indice de référence des loyers pourrait atteindre 5,5 % à la fin de l'année. Cette hausse de 3,5 % sera « le maximum qui pourra être appliqué » mais « une partie importante des propriétaires » n'ira pas jusqu'au plafond, a-t-elle assuré.

20 MINUTES

Géostratégie

Les BRICS se mobilisent contre le leadership du monde occidental



S'achemine-t-on à un retour vers un monde bipolaire qui a longtemps grisé les relations internationales au 20^e siècle avec d'une part le bloc capitaliste ayant pour chef de file les Etats-Unis et l'Europe et le bloc communiste incarné par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) ? Trente ans après la décapitation du communisme et le triomphe du capitalisme, les BRICS semblent déterminer à servir de contrepoids contre l'uniformisme occidental.

Selon toute vraisemblance, le 14^e Sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud) tenu le 23 juin 2022 a donné l'occasion à ces pays de réaffirmer clairement leur détermination de peser de leur poids dans la régulation de la politique internationale. Ouvert par le président chinois Xi Jinping, ledit sommet qui s'est déroulé par visioconférence a vu la participation des autres dirigeants des BRICS, notamment le président sud-africain Cyril Ramaphosa, le président brésilien Jair Bolsonaro, le président russe Vladimir Poutine et le premier Ministre indien Narendra Modi. Le dirigeant chinois a notamment insisté sur la préservation de la paix et de la tranquillité dans le monde alors que « certains pays cherchent à élargir les alliances militaires pour s'assurer la sécurité absolue, à créer la confrontation des blocs en forçant les autres pays à prendre parti, et à prétendre à la suprématie au détriment des droits et intérêts des autres pays. Si nous lais-

sons ces tendances dangereuses se poursuivre, le monde pâtira de plus de turbulences et d'insécurité » a-t-il insisté. Visiblement offensif, il a indiqué que leur regroupement devrait se donner les moyens pour barrer la voie au diktat de l'occident, précisant que « les pays des BRICS doivent se soutenir mutuellement sur les questions touchant à leurs intérêts vitaux, poursuivre le véritable multilatéralisme, défendre la justice, l'équité et la solidarité et rejeter l'hégémonie, l'intimidation et la division ».

Les BRICS soutiennent la Russie sur la crise ukrainienne

Une allusion à peine voilée sur la crise russo-ukrainienne dont les développements démontrent de plus en plus que ce conflit est davantage une guerre idéologique opposant les Etats-Unis et l'Europe d'une part, et la Russie et ses alliés d'autre part. Si formellement les BRICS n'ont pas entériné l'annexion de l'Ukraine, l'absence d'une condamnation ferme contre l'invasion russe laisse croire que ces derniers sont solidaires de leur membre. Aussi, dans l'optique de consolider leur position sur l'échiquier international, les BRICS ont-ils annoncé la mise en œuvre de « l'initiative pour la sécurité mondiale, à porter une vision de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, et à frayer une nouvelle voie de sécurité, celle du

dialogue, du partenariat et du gagnant-gagnant au lieu de la confrontation, de l'alliance et du jeu à somme nulle, pour apporter plus de stabilité et d'énergie positive au monde ». Face aux crises multiformes qui secouent le monde, ce 14^e sommet a été plus politique qu'économique comme c'est généralement le cas. Ce qui montre leur détermination à peser de toutes leurs forces pour un monde plus équilibré. Les vétos opposés généralement par la Chine et la Russie au conseil de sécurité de l'ONU est un exemple de cette détermination des BRICS à servir de contrepoids contre l'unilatéralisme que tentent d'imposer les Etats-Unis et l'Europe.

Sur les autres points névralgiques qui impactent la planète, et particulièrement l'environnement des affaires, les BRICS, en tant que « marchés émergents et grands pays en développement importants », ont convenu de la nécessité « d'assumer leurs responsabilités et agir avec courage, à faire entendre la voix de l'équité et de la justice, à raffermir la conviction de vaincre la COVID-19, à former une synergie en faveur de la reprise économique, à promouvoir le développement durable, et à contribuer par la sagesse collective au développement de haute qualité de la coopération des BRICS pour apporter une énergie positive, stable et constructive au monde ». Tout laisse croire que le BRICS entendent jouer un rôle plus important pour une redéfinition de la géostratégie à l'échelle planétaire, leur montée en puissance en Afrique par exemple s'inscrivant certainement dans cette logique.

Financial afrik

Commonwealth

Le Togo et le Gabon nouveaux membres de l'organisation

Issu de l'ancien empire britannique, le Commonwealth accueille de plus en plus de pays non liés historiquement avec le Royaume-Uni. Les enjeux qui motivent un tel intérêt sont aussi bien économiques que géopolitiques. Les Républiques du Gabon et du Togo sont officiellement membres du Commonwealth. La nouvelle est tombée à l'issue du 26^e sommet des chefs d'Etat et gouvernements de l'organisation, le vendredi 24 juin 2022 à Kigali au Rwanda. L'aboutissement d'un processus d'examen minutieux sur plusieurs domaines (gouvernance, économie, social, etc.) qui a duré près de deux ans. Pour Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, « l'adhésion du Togo est motivée par le désir d'étendre son réseau diplomatique, politique et économique [...] et de se rapprocher du monde anglophone. [...] de redéfinir les relations bilatérales avec le Royaume-Uni en dehors de l'UE après le Brexit ». Il a ajouté que les « 2,5 milliards de consommateurs » du Commonwealth représentent des opportunités nouvelles, notamment en termes économique, géopolitique et éducatif. « L'adhésion du Gabon au Commonwealth est la reconnaissance du rôle de plus en plus important joué par le Gabon sur la scène internationale, en particulier sur la question du climat où notre pays est en première ligne » a déclaré de son côté le président gabonais, Ali Bongo, satisfait des perspectives diplomatiques qui sont ouvertes. Boris Johnson, le Premier ministre du Royaume-Uni, a quant à lui affirmé que l'intérêt des nouveaux membres pour l'organisation est la preuve que cette dernière se porte bien. Pour rappel, le Gabon et le Togo sont les premiers pays à intégrer le Commonwealth depuis le Rwanda en 2009, et portent désormais à 56 le nombre de membres.



En marge du sommet du Commonwealth

Boris Johnson à Kigali pour défendre son projet de transferts de migrants



Le vendredi 24 juin, se tiendra au Rwanda le sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth qui réunira autour de la couronne britannique, les 54 pays. A Kigali depuis ce jeudi, le 1^{er} ministre britannique rencontrera le président Kagame, avec qui il a prévu d'évoquer leur nouvel accord migratoire. Le 1^{er} ministre britannique, Boris Johnson, est au Rwanda depuis ce jeudi 23 juin. A Kigali, le dirigeant assistera au sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth en compagnie de plusieurs autres dirigeants. Si le gros des échanges tournera autour du renforcement des liens entre les pays membres de l'organisation presque séculaire, le dossier brulant du pacte migratoire entre le Royaume-Uni et le Rwanda devrait sans aucun doute surgir durant les discussions. Depuis l'annonce de cet accord « historique », Kigali et Londres sont en effet la cible de critiques de la part d'une communauté internationale qui voit en ce partenariat un moyen « inhumain » pour le gouvernement britannique de se débarrasser des migrants sur son territoire. Alors que la presse anglaise rapporte que le projet est critiqué même dans les plus hautes instances de la famille royale britannique, Boris Johnson et Paul Kagame ont montré leur intention de le poursuivre, malgré un premier revers essuyé devant la justice européenne. Avant son départ pour Kigali, le Premier ministre britannique a ainsi confié aux journalistes qu'il s'entreferait avec le président rwandais sur le sujet. « C'est une occasion pour nous tous de comprendre par nous-mêmes, de comprendre ce que ce partenariat a à offrir, et ce que les Rwandais ont à offrir, et d'aider les autres à se défaire de leurs attitudes condescendantes à l'égard du Rwanda et de la manière dont ce partenariat peut fonctionner », a-t-il souligné dans des propos rapportés par la presse britannique. L'accord migratoire entre le Royaume-Uni et le Rwanda prévoit que les migrants qui « effectuent des voyages dangereux ou illégaux par exemple en petit bateau ou cachés dans des camions » à destination du territoire britannique verront désormais leur demande d'asile être traitée par le Rwanda. En cas d'approbation, ces demandeurs d'asile pourront être installés et intégrés au Rwanda, un geste en contrepartie duquel Kigali bénéficiera de plus de 160 millions \$ d'investissements de la part du Royaume-Uni.

Kenya

Le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile a légèrement baissé au troisième trimestre 2021/2022

La baisse du nombre des abonnés télécoms peut avoir une certaine influence sur les résultats financiers des opérateurs. Pour son exercice clos le 31 mars, Safaricom a rapporté une augmentation de seulement 0,8 % des revenus du segment voix pour atteindre 83,2 milliards de shillings. Le nombre de cartes SIM actives au Kenya a diminué de 124 689 au cours du troisième trimestre 2021/2022, clos le 31 mars, pour atteindre 64,9 millions, contre 65,1 millions d'abonnements au trimestre précédent. Ce qui représente un taux de pénétration du mobile de 131,4 %, également en baisse. C'est ce qu'a révélé l'Autorité des communications du Kenya (CA) dans son rapport sectoriel trimestriel. Selon le régulateur, la baisse des abonnements mobiles est en partie attribuée à l'exercice d'enregistrement SIM en cours, qui a vu la désactivation de cartes SIM illégalement enregistrées. La baisse de 2,5 % du taux de pénétration du mobile est, quant à elle, attribuée à la révision de la population du pays, qui est passée de 48,7 millions à 49,4 millions selon l'étude économique 2022. Cette année, le régulateur kényan des télécommunications s'est fixé comme objectif d'assurer la mise en œuvre de la réglementation sur l'enregistrement des cartes SIM datant de 2015 alors qu'on assiste à une recrudescence des fraudes et de la cybercriminalité impliquant des téléphones portables dans le pays. Jusque-là, les tentatives de la CA s'étaient soldées par des échecs, les délais étant repoussés à chaque fois. L'échéance de la campagne actuelle qui était fixée au 15 avril a finalement été repoussée de six mois supplémentaires, jusqu'au 15 octobre.

Ecofin du 26 Juin 2022

Fête du travail 2022

CCEI BANK BENIN célèbre son personnel

(Six agents distingués pour leur qualité professionnelle)

Faisant des ressources humaines un point capital de son développement, CCEI BANK BENIN a organisé, samedi 04 juin, une soirée de gala de gala à l'endroit de son personnel. Initiée en vue rester en phase avec la tradition de la célébration de la fête du travail, cette rencontre a été l'occasion de reconnaître les mérites de plusieurs agents qui se sont illustrés au cours de l'année 2021.

GALA DES
BANQUIERS 2022

BULLETTIN D'INFORMATION

DANS CE NUMÉRO

P. 2

Instant discours et de Remise de présents honorifiques

P. 3

Espace culturel.



CCEI BANK BENIN REVELE

Le samedi 04 juin 2022, les employés et cadres de CCEI BANK BENIN se sont offerts une soirée de gala pour célébrer la fête du Personnel et marquer la fête du travail. L'évènement était d'autant plus apprécié qu'il était organisé après deux ans de restrictions intervenues dans le cadre de la prévention de la COVID 19. La soirée s'est tenue à la salle des fêtes « BAOBAB » de l'hôtel NOVOTEL ORISHA de Cotonou dans une ambiance très décontractée et conviviale. Les invités ont revêtu leur plus beaux atours, pour une parenthèse colorée et riche en émotions. Après un mémorable « Photo call », la Représente du Capital Humain, Mme. Blanche SOTON, la Représente du délégué du personnel, Mme. Laetitia D'Almeida née ALLOSSE et le Directeur Général, M. Hervé BORNA ont respectivement délivré des allocutions marquant ces retrouvailles inédites. La soirée fut ponctuée par diverses animations artistiques, un défilé de mode, un karaoké, des jeux concours et des remises de lots et trphées au personnel de la banque. L'un des DJ de la place a animé avec brio la soirée dansante, ce qui a permis de découvrir les talents cachés de plusieurs employés !

Ce moment fort de l'année 2022, d'après tous les participants, restera inscrits dans les annales de CCEI BANK BENIN.



FIGURE 1: DISCOUR DU DIRECTEUR GENERAL, M. HERVE BORNA

INSTANT DISCOURS

La cérémonie a démarré avec le discours de bienvenue de la Représente du Capital Humain, Mme. Blanche SOTON, qui a félicité tous les collègues pour leur grande implication dans leur travail quotidien et leur sens de devoir.

La Représentante du Délégué du personnel, Mme Laetitia D'Almeida née ALLOSSE, après avoir félicité la Direction Générale pour l'organisation de la fête a saisi l'occasion pour soumettre quelques doléances du personnel à la Direction Générale.

Le Directeur Général, M. Hervé BORNA a ensuite pris la parole pour remercier à son tour tout le personnel pour les efforts et sacrifices consentis au quotidien. Il a salué le professionnalisme caractérisant l'équipe entière. Il a également exhorté chacun et chaune à ne pas relâcher ses efforts afin d'être prêt à faire face aux défis futurs et réaliser tout le potentiel de la banque. « Vous savez déjà que mon bureau est ouvert à tous. » a-t-il rappelé, puis il a ajouté qu'il resterait à l'écoute à travers cette intervention : « N'hésitez pas à venir me voir pour des suggestions ou diverses solutions. »



FIGURE 2: VUE PARTIELLE DES REMISES DE PRESENTS



REMISE DE PRESENTS HONORIFIQUES

Six meilleurs employés désignés par la banque ont reçu des trophées spécialement conçus par la Direction Générale en signe de reconnaissance pour les efforts concentrés l'an dernier. M. Hervé BORNA a souligné en remettant les récompenses : « Chacun d'entre vous a cotribué aux résultats de la banque par son assiduité au travail, sa disponibilité, son dévouement au le travail et son sens élevé d'éthique professionnel. Nous avons juste choisi un échantillon de six parmi vous qui incarne le rendu du travail en équipe que vous avez tous abattu au cours de l'exercice 2021 ». La cérémonie de remise de présents s'est déroulée sous une pluie d'ovations. Les heureux du jours se sont dits fiers d'incarner l'image de la banque ont tous remercié et dédié leurs trophées a leurs collègues.

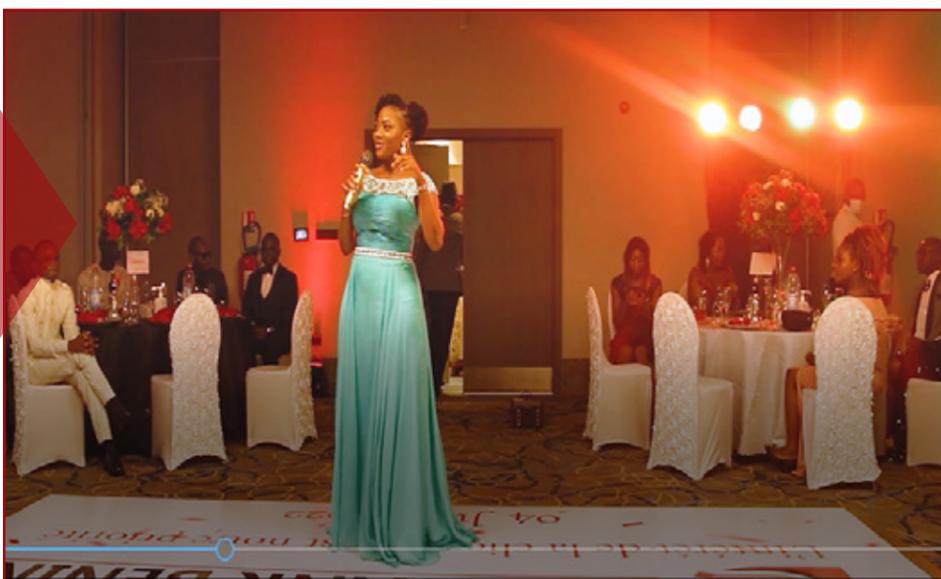


FIGURE 3: VUE PARTIELLE DE L'INSTANT KARAOKE & CHOREGRAPHIE

ESPACE CULTUREL

DEFILE DE MODE

Venant de tous les horizons, les agents de CCEI BANK BENIN ont su mettre en valeur le style vestimentaire du Bénin et du reste de l'Afrique. Ce fut un véritable voyage touristique sur place, au Bénin au Nigéria, passant par le Cameroun et la Guinée Equatoriale.

Tour à tour, chaque département a été visité à travers des costumes et pas de danses typiques. La salle des fêtes a vibré aux sons du AGBADJA du Mono, le TEKE du Borgou, le BOLODJO des Plateaux, du AKONHOUN ZINLI du Zou, du GBON de l'Ouémé, du YABIA de l'Atacora, pour ne citer que ceux-là. En outre, d'autres cultures tels que celle des Douala, des Bassa et des Bamileke du Cameroun et certaines telles que le DANSIKI sous le rythme de la BUGA DANCE du Nigeria furent applaudies sur le podium.

La soirée de Gala du Personnel, Edition 2022, a été pour tous et toutes un grand moment de partage et de convivialité, marquant la cohésion d'une équipe qui reste soudée pour bâtir l'avenir de la CCEI BANK BENIN



FIGURE 4: EXTRAIT DES DEFILES DE MODES AFRICAINES



MINISTÈRE DU NUMÉRIQUE
ET DE LA DIGITALISATION
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

01 BP 120 Cotonou
BENIN
Tel : +229 21 31 22 27

AVIS DE RECRUTEMENT

Réf : N° 046/MND/DC/SGM/SA du 22 JUILLET 2022

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales (PITN2R) financé par la Banque mondiale, il est envisagé le recrutement d'un (01) Coordonnateur.

I. Description du poste

> Responsabilités

Sous la responsabilité du Ministre du Numérique et de la Digitalisation, le Coordonnateur aura comme missions de :

1.1. Gestion technique

- Assurer la bonne planification des activités du projet par la coordination des travaux d'élaboration des plans de travail annuel (PTA), des plans de passation de marchés (PPM);
- Assurer la bonne qualité technique d'exécution du projet ;
- Veiller à l'atteinte des objectifs de développement du projet ;
- Assurer l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et plans de communication sur les activités du projet ;
- Rendre compte aux instances hiérarchiques (Administration, bailleurs de fonds) de l'état d'avancement de l'exécution du projet conformément à la périodicité définie par la partie béninoise et la Banque mondiale pour la production des rapports.

1.2. Gestion financière

- présenter à l'intention des instances nationales et de la Banque Mondiale dans les délais requis, pour approbation / adoption des Projets de budgets annuels, les états financiers annuels et les Rapports de Suivi Financiers (RSF);
- suivre l'exécution du budget du projet ;
- ordonnancer toutes les dépenses devant être payées sur le compte désigné ;
- veiller aux mouvements de fonds tels qu'ils sont assurés par le SGF: décaissements, approvisionnements des comptes désignés ;
- signer les Demandes de Remboursement de Fonds (DRF), les Demandes de paiement Direct (DPD) et les Rapports financiers Intérimaires (décaissement sur base de rapport) en vue de leurs transmission à la Caisse Autonome d'Amortissement ;

1.3. Gestion Administrative

- assurer l'organisation générale du Projet;
- veiller à une bonne circulation de l'information de portée générale au sein du Projet;
- assurer la gestion quotidienne du Projet et la coordination technique avec les différents acteurs du Projet (Ministères, Institutions, bailleurs) ;
- créer et entretenir les conditions propices pour l'atteinte des objectifs du Projet ;
- développer les actions pour le respect des clauses de l'accord de don et des autres documents de base du Projet par les différents acteurs et en assurer le suivi ;
- veiller au respect du calendrier des activités et au maintien permanent du niveau de liquidité ;
- organiser les audits financiers du projet suivant la périodicité prévue. Opérationnaliser le plan de mise en œuvre des recommandations à la satisfaction de la partie béninoise et de la Banque Mondiale;
- animer les réunions périodiques internes de l'équipe de Coordination et des réunions élargies aux autres structures impliquées dans la mise en œuvre du projet ;
- superviser les activités du personnel;
- participer à l'élaboration du rapport d'achèvement du Projet.

1.4. Gestion des approvisionnements et Passation des marchés

- veiller au respect strict des procédures d'approvisionnement du Projet ;
- veiller à la préparation, à l'actualisation et à l'exécution du plan de passation des marchés ;
- présider les Comités d'Ouvertures et de Jugement des Offres et assurer le bon fonctionnement des Comités d'Évaluations des Offres ;
- veiller au strict respect des dispositions contenues dans le plan de passation des marchés ;
- signer les différents marchés, conventions et bons de commande devant engager les ressources du Projet.

1.5. Administration du personnel

- participer au recrutement et au licenciement, le cas échéant, du personnel conformément à la procédure en vigueur ;
- veiller à l'application du règlement intérieur et des dispositions des textes réglementaires en matière de gestion du personnel ;
- signer l'état général des salaires ;
- veiller à la tenue régulière des livres obligatoires en matière de gestion du personnel ;
- autoriser les absences du personnel ;
- décider des sanctions à l'encontre du personnel en cas de non-respect des procédures ;
- organiser l'évaluation du personnel sur la base de l'évaluation des indicateurs de performances.

1.6. Suivi et contrôle et production des rapports

- assurer le suivi et la supervision des activités du Projet conformément aux indicateurs de performances tels que spécifiés dans les documents légaux des bailleurs du fonds;
- organiser la revue périodique des activités du projet y compris la revue à mi-parcours du projet;
- mettre en place et exploiter les tableaux de suivi des indicateurs de base du projet ;
- coordonner les activités entrant dans le cadre du contrôle interne et du contrôle externe du Projet ;
- s'assurer de la production et de la diffusion des rapports mensuels, trimestriels, semestriels et annuels tels que requis par l'accord de don du projet et tel que décrit dans le manuel d'exécution du projet ;
- assurer la compilation des rapports sur le déroulement des activités du projet et leurs performances.

1.7. Représentation et communication

- représenter le Projet au plan national et international ;
- coordonner la mise en œuvre du plan de communication du Projet

> Profil requis

Le candidat doit répondre au minimum aux qualifications définies ci-dessous :

- Avoir un diplôme d'études supérieures (Bac+5 minimum) en science de gestion, de management, en ingénierie télécoms/TIC ou tous autres domaines pertinents ;
- Avoir un minimum de dix (10) années d'expérience dont au minimum quatre (4) dans un poste de responsabilité (coordination/gestion/supervision de projets/programme/activités stratégiques ou Direction) ;
- Avoir une intégrité professionnelle et des aptitudes de leadership et de management ;
- La connaissance des procédures des institutions internationales en particulier, les procédures IDA serait un atout.
- Avoir une bonne connaissance des pratiques de l'administration béninoise ;
- Avoir une bonne aptitude au travail en équipe ;
- Avoir une connaissance du cadre de passation des marchés au Bénin ;
- Avoir une bonne expérience écrite et orale, en français, la connaissance de l'anglais serait un atout ;
- La connaissance du secteur du numérique, de la finance digitale et de l'agriculture serait un atout ;
- Maîtriser de l'outil informatique (connaissance des logiciels de traitement de textes et des tableaux, de gestion de projet).

II. LIEU D'AFFECTATION

Le candidat recruté sera affecté au siège du Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales (PITN2R), sise au 2^{ème} étage de l'Espace Marie Stella situé derrière la clôture de l'aéroport, route des pêches.

Toutefois, il sera disponible à effectuer des missions hors de Cotonou dans le cadre des activités du Projet.

III. CONDITIONS D'EMPLOI

1. Durée du contrat

La durée des prestations est de deux (02) ans renouvelables à temps plein. La période d'essai est de trois (03) mois.

Toutefois, la poursuite de son contrat de travail d'une année d'activité à l'autre, est subordonnée à l'évaluation annuelle satisfaisante de ses performances.

2. Eligibilité

Le (la) candidat(e) retenu(e) aura un statut de consultant. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) » de Juillet 2016, révisés en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020.

Il reste entendu que le recrutement d'un candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions de la clause 3.23 d) du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) » de Juillet 2016, révisés en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020, qui précisent que les représentants du gouvernement et les fonctionnaires du pays de l'Emprunteur peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'experts d'un bureau de consultants uniquement lorsque (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur.

IV. CONFLIT D'INTERET

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêts, c'est-à-dire ne pas être propriétaire ou être partie prenante dans les entreprises susceptibles d'être intéressées par les appels d'offres et les consultations qui résulteront des contrats financés par le Projet.

V. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation signée du candidat, adressée à la Ministre du Numérique et de la digitalisation ;
- Un Curriculum Vitae complet, détaillant au mieux l'expérience du candidat pour le poste ;
- Les preuves des expériences acquises mentionnées sur le CV, notamment les copies des attestations et certificats de travail ou tout autre document pouvant servir de preuve ;
- Une copie du ou des diplôme(s) requis, certificats et attestations de formation ;
- La copie d'une pièce d'identité en cours de validité

NB : Le Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales se réserve le droit de réclamer les originaux aux fins de vérification.

VI. DEPOT DU DOSSIER

Le dossier de candidature devra être sous pli fermé avec la mention « Candidature au poste de Coordonnateur du PITN2R » et sera déposé au plus tard, le Jeudi 7 juillet 2022 à 12h00 (heure de Cotonou), au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales (PITN2R), sise au 2^{ème} étage de l'Espace Marie Stella situé derrière la clôture de l'aéroport, route des pêches.

VII. SELECTION

Le processus de sélection se fera en trois (03) étapes qui sont :

- La présélection des candidats sur étude de dossiers en vue de l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission ;
- La sélection du candidat qui interviendra après un entretien avec les candidats présélectionnés sur la liste restreinte approuvée par la Banque mondiale ;
- La négociation du contrat de travail avec le/la candidat (e) retenu (e) à l'issue de l'interview.

Le Projet Intégré de Transformation Numérique des Régions Rurales se réserve le droit de ne pas donner suite à l'avis de recrutement, sans préjudice aucun.

NB : Seuls les candidats présélectionnés sur dossier seront invités à prendre part à la phase d'entretien.

Cotonou, le 22 Juin 2022

Pour la Ministre et P.D.
Le Directeur de Cabinet



Ahmed Sacca Y. YAROU

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	https://www.cci.bj/
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
1 ^{ère} session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	https://www.uneca.org/events/upcoming-events
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://africangroupofnegotiators.org/
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau

Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons

Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUNDI
Félicienne HOUSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)
Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Access to off-grid energy in Benin

EIB unlocks 6.5 billion CFA francs for 107,000 solar installations

Benin ranks among the countries that have benefited from the rationalised support of the European Investment Bank (EIB) for off-grid energy investments on the African continent. The country has just received a loan of EUR 10 million (more than CFAF 6.5 billion) for the deployment of 107,000 high-quality domestic solar installations.

More than half a million people in Benin will be connected to electricity under the new EIB initiative – ENGIE Energy Access. ENGIE Energy Access is a leader in solar energy and the European Investment Bank, one of the world's largest donors of renewable energy. Thus, 107,000 high-quality domestic solar installations will be deployed in the country. Domestic solar installations include solar panels and electricity is stored on a battery; it is paid for in several installments ("pay as you go"). These schemes are expected to improve access to clean energy for 643,000 people. According to Ambroise Fayolle, Vice-President of the European Investment Bank, the aim is to improve access to clean and affordable energy to fight poverty, create jobs and empower women and girls. "The European Investment Bank is pleased to support the scaling up of off-grid solar energy deployment in West Africa through this new partnership with ENGIE. More than half a million people in Benin will be connected to electricity for the first time, making it easier for them to communicate, light up and cook," he said. He added: "This deployment of solar home systems will also

reduce the use of kerosene, charcoal, candles and generators, which will reduce pollution, limit the risk of accidents and help families save money. "Fostering sustainable economic and social development through off-grid solar energy is key to Africa's future and to mitigating the impact of global energy shocks, and the EIB is pleased to support this project in Benin." For its part, Gillian-Alexandre Huart, CEO of ENGIE Energy Access, pointed out that in recent years, the private sector has developed off-grid solutions such as solar home systems, micro-grids and mini-grids that have clearly proven to be sustainable and cost-effective solutions to ensure universal access to electricity by 2030. "Through the use of digital tools and the strong penetration of mobile payments in sub-Saharan Africa, we are selling access to energy products on credit to make them affordable. It is clear that the combination of capital from private investors and impact funds managed by a multilateral organization is necessary to achieve the amount of financing required to implement the energy transition and achieve SDG 7 in Africa." According to this new partnership with the European Investment Bank, it will provide ultra-



affordable PAYGO solutions to villagers across the country, giving them access to clean solar energy and financial empowerment. This new cooperation in Benin follows EIB support for ENGIE's investment in the deployment of off-grid solar energy in Uganda. The new system aims to meet the last mile challenge of providing electricity to remote populations.

New opportunities in rural areas

The implementation of a multi-payment system (PAYGO) will allow families who would not be able to pay the initial costs of domestic solar installations to reimburse the cost of the equipment over the years at less than 20 cents USD per day. In addition, thanks to this new loan from the Eu-

ropean Investment Bank, equipment purchased in US dollars will be able to be repaid in local currency. "The European Union is committed to supporting sustainable economic and social development through Benin. This new cooperation initiative between the European Investment Bank and ENGIE demonstrates the added value of European engagement with our African partners to transform access to energy and combat climate change. The exploitation of renewable energy through private sector engagement and innovative off-grid solar technology, combined with productive use of electricity in rural areas, is a direct and concrete result of the European Union's Green Deal for Africa," said Sylvia Hartleif, EU Ambassador to Benin. According to her,

the initiative will open up new opportunities for more than half a million people across Benin and pave the way for the transition to clean energy, in line with the EU's Global Gateway strategy.

Previously, currency fluctuations prevented populations without access to foreign exchange from benefiting from affordable clean energy sources. More than a million homes depend on polluting and inefficient kerosene or candle lighting, or increasingly expensive generators. By intensifying the deployment of off-grid solar technology in Benin, this new initiative will provide economic, social, educational and health opportunities for families and entrepreneurs who cannot be connected to the national electricity grid. Thanks to the new agreement, households, entrepreneurs and smallholders in Benin will be able to access electricity for their mobile phones, solar lighting, refrigeration, radio and television. This agreement will also allow farmers to sell their products, create new markets for traders and improve health.

General information

The European Investment Bank (EIB) is the long-term lending institution of the

European Union and is owned by its Member States. It makes long-term finance available for sound investment in order to contribute towards EU policy goals.

About ENGIE Energy Access

ENGIE Energy Access is the leading provider of Pay as you go (PAYGo) and mini-grid payment plans in Africa. The company develops innovative off-grid solar solutions for households, utilities and businesses, enabling customers and distribution partners to have access to clean and affordable energy. PAYGo home solar installations are financed through affordable payments (from USD 19 cents per day) and mini-grids promote economic development by enabling productive use of electricity and creating business opportunities for entrepreneurs in rural communities. With a workforce of more than 1,700, operations in nine African countries (Benin, Côte d'Ivoire, Kenya, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Tanzania, Uganda and Zambia), nearly 1.5 million customers and an impact on 7 million people so far, ENGIE Energy Access aims to impact 20 million lives in Africa by 2025.

Benin Investment Forum 2022

Dg SIPI Presents GDIZ Opportunities to Investors

After the 4th edition held in 2021, the 5th edition of Benin Investment Forum opened on Thursday 23 June 2022. An opportunity for the Managing Director of the Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (SIPI-Benin) to present the advantages of the Glo-Djigbé Special Economic Zone (GDIZ) to participants, who are mainly composed of private actors.

The Benin Investment Forum (BIF 2022) has been held in Cotonou since yesterday with the aim of "bringing together and mobilising key players in the investment sector in Benin" with a view to mobilising funds for the financing of large-scale projects and increasing and diversifying Direct Foreign Investment (FDI). At this meeting, which runs over two days (23 and 24) and whose theme is "Benin, a new frontier for emerging markets", the actions underway for an industrial Benin were presented. The Director General of SIPI, Létondji Béhéton, was the



main speaker in relation to the Economic and Special Zone of Glo-Djigbé. In his speech, he recalled the objectives of GDIZ, which, he explained, is the result of a public-private partnership between ARISE Integrated Industrial Platforms (IIP)

and the Republic of Benin. According to the DG SIPI, the ambition through the GDIZ is to contribute to the industrialization of Benin by promoting the local transformation of Benin's natural resources (cotton, cashew nuts, pineapple...)

and thus maximize their economic potential. GDIZ aims to create a virtuous ecosystem in order to promote the emergence of local businesses, job creation and Foreign Direct Investment (FDI) in Benin. Furthermore, taking the opportunity, Létondji Béhéton indicated that to date, 32 contracts for installations on the GDIZ site have been signed, including a dozen sites under construction. To further convince investors of Benin's ambition to be an industrial hub for the local processing of its agricultural materials, the authority in charge of the development of the SEZ recalled the government decree that

prohibits the export of raw Beninese cashew nuts from 1 April 2024 in order to facilitate local processing. It should be noted that cashew nuts, Benin's second largest export product, are quite

popular on the international market. The aim of this decision is to boost the sector. It is important to remember that more than 90% of the work within GDIZ is carried out.

Adapted and Translated from French into English by:

Albéric Djomaki,

CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)

American Translators Association (ATA) Associate Member

References:

<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/jif-2022-la-fondation-moov-africa-celebre-les-femmes-handicapees/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/africa-investment-forum-des-projets-bancables-de-plus-de-50-milliards-de-dollars-a-decouvrir/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/06/inclusion-economique-dans-le-monde-le-benin-parmi-les-23-pays-a-ameriquer-leur-lois-en-faveur-des-femmes/>

Accès aux prêts bancaires

Des mesures pour le financement de l'agriculture au Ghana

(Le Bénin interpellé)

Le gouvernement ghanéen entend contraindre les banques à consacrer 20% des crédits au secteur agricole. Ce sera à travers une loi en projet.

● Bidossessi WANOU

Accra va obliger les banques à financer l'agriculture. Avec 20% du Produit intérieur brut (PIB), l'agriculture au Ghana comme dans nombre d'autres pays africains pèse lourd dans la balance. Une bonne partie des populations s'y consacre et elle offre d'énormes opportunités au développement du secteur secondaire à travers l'industrialisation. Mais elle demeure un secteur plein de risques, ce qui ne lui permet pas de capter facilement les prêts bancaires. Dans les portefeuilles des banques, l'agriculture est loin d'être une priorité quand bien même les Etats en font un pilier fondamental dans leur plan d'actions. Au Ghana, elle ne reçoit actuellement que 5 % du total des prêts bancaires, c'est ce qui a révolté le gouvernement ghanéen qui entend prendre des mesures contraignantes pour les banques. Au fait, «le gouvernement fait de son mieux pour accroître la production agricole en subventionnant les prix des intrants, mais les banques ne donnent pas encore assez de financements pour accompagner ces efforts», s'est étonné le ministre de l'Agri-



culture Owusu Afriyie Akoto. C'est pourquoi, cette mesure contraignante, si elle venait à passer et mise en application, devrait permettre au secteur privé de mettre en œuvre des investissements pour améliorer la production végétale et animale, ce qui aurait pour effet de faire baisser les prix alimentaires sur le marché intérieur. C'est une décision qui saura impacter considérablement la productivité et l'essor du secteur.

Un exemple à suivre au Bénin

Cette mesure du gouvernement ghanéen mérite d'être implémentée dans les pays comme le Bénin où l'agriculture prend une part importante dans le PIB mais à ce jour, très peu financée par

les Banques. Les Banques avancent les risques liés au secteur pour se soustraire de son financement. S'il est vrai que l'Etat a pris des mesures avec l'institution d'un fonds appuyé par les Banques de la place, toujours est-il que le gap entre l'offre et le besoin de financement s'avère important et ne favorise pas encore le plein essor du secteur. Il importe donc que l'Etat prenne ses responsabilités afin de créer les conditions favorables au financement du secteur agricole. C'est un passage obligé sachant que l'agriculture constitue l'un des principaux piliers du PAG et que le gouvernement nourrit des ambitions pour ce secteur. La politique nationale de financement du secteur doit constituer maintenant une priorité.

Secteur postal au Bénin

L'ARCEP exige des prestataires de s'enregistrer

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP Bénin) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses de distribution de colis, des objets, des repas, sur toute l'étendue du territoire national. C'est dans un communiqué signé du Secrétaire Exécutif de l'Arcep Bénin que cette information est portée à la connaissance de tous les acteurs du secteur. Selon le communiqué, les personnes concernées sont invitées à se faire enregistrer sur le site de l'ARCEP Bénin.

Lire le communiqué

Arcep BENIN
AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE
CERTIFIEE ISO 9001 : 2015

Cotonou, le 03 MAI 2022

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP BENIN) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses, de distribution de colis, objets et/ ou repas, sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, elle invite les personnes concernées à se faire enregistrer sur son site web à l'adresse : www.arcep.bj ou par le lien : <https://forms.gle/hUyrdapKSNZpUjtaG9> à compter du 03 mai au 30 juin 2022.

L'ARCEP BENIN rappelle que ce recensement est gratuit.

Pour tout renseignement complémentaire, appelez gratuitement le 131 ou écrire à l'ARCEP BENIN à l'adresse email : contacts@arcep.bj

Le Secrétaire Exécutif,
Le Secrétaire Exécutif
Henri Coovi GUEDEGBE

+229 21 31 01 88 | +229 21 31 88 67 | contacts@arcep.bj | www.arcep.bj | 01 BP 2034 Cotonou

Marché boursier en Afrique

1.383,46 milliards de dollars de capitalisation sur le marché d'interconnexion des bourses

Le projet d'interconnexion des marchés boursiers africains est en marche. La capitalisation boursière consolidée des places africaines qui participent au projet de connexion au niveau régional a atteint 1.383,46 milliards de dollars, selon l'agence Ecofin.

● Falco VIGNON

L'interconnexion des marchés boursiers africains se poursuit avec l'arrivée de nouveaux membres. Des tests sont en cours, mais il faudra encore relever plusieurs défis pour parvenir à un marché boursier panafricain intégré. La valeur boursière consolidée des bourses africaines qui participent au projet de connexion au niveau régional a atteint les 1383,46 milliards \$, selon l'Agence Ecofin. Le mardi 7 juin 2022, Edoh Kossi Amenoumve, directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan, et président de l'Association des Bourses de

Valeurs Africaines (ASEA) a annoncé à l'occasion d'un séminaire à Douala, au Cameroun, que les bourses du Ghana et du Botswana ont rejoint un groupe de pays pionniers de l'initiative. « Nous espérons que dans les années à venir, d'autres se joindront à nous, car nous cherchons à avoir une participation accrue dans l'intégration des marchés financiers », avait-il fait savoir au moment de l'annonce. Mais de fait, le projet regroupe déjà les 9 marchés financiers les plus importants d'Afrique, à l'instar de ceux de Johannesburg, du Nigeria, de l'Egypte, du Maroc et d'Abidjan. Cette nouvelle avancée fait suite à la sélection au mois d'avril dernier, de 30 sociétés de bourse ha-



● Edoh Kossi Amenoumve, directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan, et président de l'Association des Bourses de Valeurs Africaines (ASEA)

bilité à traiter des transactions dans le cadre du développement de la plateforme d'interconnexion des marchés financiers africains. Ce nombre sera dépassé avec l'arrivée de nouveaux membres. L'Association

des marchés financiers africains (ASEA) dont la bourse de l'UEMOA assure la présidence, communique très peu sur les avancées concrètes de ce projet. Le projet d'interconnexion découle du constat qu'au cours de ces

trois dernières années, le volume des transactions entre plusieurs marchés financiers africains s'est intensifié. Il est juste question de rendre automatique le processus de négociation et permettre aux courtiers d'accéder aux informations et de voir la profondeur et la liquidité des marchés participants. Un test serait en cours avec la participation de 4 bourses, notamment celles de Casablanca, Lagos, Abidjan, et du Caire. La connexion des marchés financiers africains devrait permettre de créer plus de profondeur et de liquidité. Mais il faudra compter avec de nombreux défis. Le premier est celui des déséquilibres de taille. La

Bourse de Johannesburg à elle seule pèse pour plus de 80% de la valeur totale des marchés financiers participants. Il est aussi un marché financier de loin plus mature avec des courtiers en bourse très expérimentés. L'autre défi sera celui de la réglementation des changes. Dans de nombreux pays, ce segment de la finance est géré par les banques centrales et il n'est pas certain que celles-ci accordent des dérogations pour les transactions boursières. Pour certains marchés aussi, il faudra améliorer la qualité de l'information financière. Il faut dire qu'au niveau de la BRVM particulièrement, sous le leadership du DG de la BRVM, de nombreux efforts ont été faits.

VOUS LANCEZ UNE PROMO, UNE **CAMPAGNE** OU DES SOLDES ?

Profitez de Notre nouveau service de communication numérique pour une visibilité accrue de vos activités.

L'Économiste du Bénin utilise l'application ZOOM comme SaaS (Software as a Service) et met à votre disposition un outil pratique et dynamique pour être mieux en contact avec les clients ET vendre.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour en savoir plus ; vous êtes immédiatement en contact audio-vidéo avec l'Économiste.

<https://bit.ly/JeRecherche>

- Programmation quotidienne sur notre plateforme audio-vidéo. Liens dans le journal et sur le site web.
- En direct et en interactif sur la plateforme audio-vidéo "de CHEZ VOUS".
- Publications sur des réseaux sociaux (twitter, youtube, facebook) ; et intégration d'un SEO (Search Engine Optimization) inédit et efficace.

Vous pouvez également nous joindre par les canaux habituels.

 (229) 60917800 / 95429626

 leconomistebenin1@gmail.com